

TADJIKISTAN

Les soldats du gouvernement maintenus en otages par l'opposition doivent être libérés

Index AI : EUR 60/07/95

Les soldats de l'armée régulière pris en otages par des membres de l'opposition, en vue de contraindre les autorités à reprendre les négociations de paix, doivent être libérés immédiatement, a déclaré aujourd'hui (jeudi 9 novembre) Amnesty International.

Ces 37 otages font partie des 54 soldats qui, le 14 octobre, avaient été capturés par une unité rebelle dirigée par l'officier Mirzo Jagi, lors de combats ayant eu lieu autour de Tavildara, près de la frontière afghane. Dix-sept soldats avaient été libérés le 30 octobre.

Une source proche de Mirzo Jagi a déclaré à l'agence de presse Reuter : « la capture de soldats nous permet d'exercer des pressions sur les autorités en vue d'accélérer les négociations ». Selon un porte-parole des dirigeants de l'opposition basés en Afghanistan, le sort des captifs « sera fixé lors des prochains pourparlers de paix ».

Des négociations ont été engagées en avril 1994 pour résoudre le conflit qui oppose depuis trois ans le gouvernement du président Imamali Rakhmanov aux forces de l'opposition liées au Parti de la renaissance islamique (PRI). Installées en Afghanistan et dans l'est du Tadjikistan, ces forces se battent depuis qu'elles ont perdu la guerre civile de 1992. Les négociations ont été interrompues après la quatrième série de rencontres. Cependant, le 1^{er} novembre, l'opposition a accepté que de nouveaux entretiens aient lieu à Achgabat, capitale du Turkménistan. Aucune date n'a encore été fixée pour ces pourparlers.

La prise d'otages constitue une violation des Conventions de Genève. Amnesty International demande à Saïd Abdoullah Nouri, le dirigeant du PRI, d'ordonner que soient immédiatement libérés les soldats gouvernementaux qui ont été capturés, parce qu'ils ne sont pas détenus comme prisonniers de guerre mais comme otages pour forcer le gouvernement tadjik à négocier.

Par ailleurs, Amnesty International s'est félicitée des mesures prises par le gouvernement du Tadjikistan pour faire la lumière sur les "disparitions", en 1993, des frères Saïdcho et Siyarcho Choïev. En effet, le 2 novembre, la police de la capitale, Douchanbé, a arrêté le député Khoja Karimov pour le meurtre des frères Choïev. Cet homme est un ancien officier du Front populaire, un groupe paramilitaire qui a aidé l'actuel gouvernement à prendre le pouvoir et dont on soupçonne qu'il s'est rendu coupable d'un grand nombre d'homicides et de "disparitions" à caractère politique, pendant et après la guerre civile du Tadjikistan. Ancien membre du Parlement, Saïdcho Choïev avait "disparu" en juillet 1993, après avoir été enlevé à Douchanbé avec son frère I